

Groot-Vlaanderen et Nation francophone

Extrait du livre de Philippe Van Parijs : Belgium. Une utopie pour notre temps,
<https://academie-editions.be/accueil/349-belgium-une-utopie-pour-notre-temps.html>

Commençons par les deux premiers scénarios. Peut-on imaginer que la Flandre ou la Wallonie accepte de quitter la Belgique en abandonnant Bruxelles à l'autre Région ? Ce serait, pour chacune, un désastre symbolique. Car Bruxelles est un peu notre Jérusalem. Certes, la dimension religieuse est (heureusement) absente : le plateau de Koekelberg n'est pas le mont du Temple. C'est dans la langue, pas dans la religion, que chaque partie trouve le fondement historique de sa prétention légitime sur Bruxelles. Durant la plus grande partie de l'histoire de la ville, c'est un dialecte proche du néerlandais que son peuple a parlé. D'un autre côté, c'est en français qu'à l'époque des ducs de Bourgogne Bruxelles a été promue au rang de capitale et, par l'effet lointain de cette promotion, c'est cette langue qui prévaut aujourd'hui dans sa population.

Mais Bruxelles, pour nous Belges, c'est bien plus que notre Jérusalem. Notre capitale n'est pas seulement au centre de notre réseau de communications. Elle est aussi au cœur de notre économie. Voici quelques chiffres pour s'en faire une idée. Si la Flandre s'appropriait Bruxelles, le produit intérieur brut (PIB) par tête de la Wallonie correspondrait à 64% de celui de la Flandre. Si, au contraire, la Wallonie s'appropriait Bruxelles, son PIB par tête passerait à 95 % de celui de la Flandre. La Région de Bruxelles-Capitale ne fait que 0,5 % de la superficie de la Belgique, mais elle représente 19 % de son PIB. En lui ajoutant Bruxelles-National, Leuven et Louvain-la-Neuve et les zones qui les entourent ou bordent les axes qui y mènent, on arriverait sans doute à une zone ne représentant guère plus de 2% du territoire de la Belgique, mais près du tiers de son PIB.

Il est vrai qu'en Flandre on entend parfois un autre message que « Vlaanderen laat Brussel nooit los ». [1] Si certains ne se rallient pas à ce slogan, c'est peut-être en partie parce qu'ils sont assez lucides pour comprendre qu'une Flandre indépendante avec Bruxelles devrait devenir un État officiellement bilingue. Elle compterait en effet environ 17 % de Francophones. C'est tout autre chose que les 0,7% de Germanophones en Belgique, et pas loin des 20 % de Francophones en Suisse ou des 23 % de Francophones au Canada. Alors que la Flandre sans Bruxelles pourrait rester officiellement unilingue, une Flandre indépendante avec Bruxelles devrait reconnaître au français un statut analogue à celui dont il jouit en Suisse ou au Canada et serait dès lors tenue d'élaborer et de promulguer sa législation dans les deux langues — voire même d'apposer sur ses timbres-poste la mention « Vlaanderen/Flandre ». Mais la motivation principale de ceux qui, en Flandre, seraient disposés à lâcher Bruxelles, est sans doute plutôt à rechercher dans une analogie avec l'Irlande. La revendication du mouvement nationaliste irlandais portait sur l'ensemble de l'île. Pour obtenir l'indépendance au terme d'une lutte longue et sanglante, le leader indépendantiste irlandais Michael Collins a fini par accepter un compromis. Il a abandonné le Nord de l'île au Royaume Uni. Et cela lui a coûté la vie. Il n'est dès lors pas surprenant que le film qui lui a été consacré soit un de ceux qui ont le plus marqué Bart De Wever. Dans une interview publiée dans *Humo*, celui-ci a du reste confié qu'il y pensait souvent : « Je suis fasciné par la mort, par la manière de mourir. Je me surprends à être

très intéressé par des personnalités politiques qui ne sont pas mortes dans leur lit. Comme Michael Collins. »[\[2\]](#)

Mais il y a plus que l'ombre d'un assassinat pour garantir l'adhésion de la Flandre au « Vlaanderen laat Brussel niet los ». Pour les raisons économiques mentionnées plus haut, renoncer à l'enclave bruxelloise serait pour elle tout autre chose que ce qu'a été pour la république irlandaise l'abandon du Nord de l'île. Pour tout Flamand rationnel, ce serait une aberration. [\[3\]](#) Et ceci d'autant plus qu'au contraire des Irlandais, les Flamands constituent la majorité au sein de cet État belge dont le renoncement à une partie de « leur » territoire leur permettrait de devenir indépendants. On comprend que pour se prémunir contre pareil coup de folie, la Flandre ait tenu à placer d'emblée sur Bruxelles un grappin suffisamment ferme en choisissant comme capitale cette ville dont pourtant seuls 3 % des habitants se considèrent comme Flamands. [\[4\]](#) Comme si cela ne suffisait pas, le VOKA, l'influente organisation patronale flamande, a récemment déplacé son siège à Bruxelles. Selon son président, en effet, « Bruxelles est la capitale de la Flandre et un atout socio-économique pour les entreprises flamandes. C'est pourquoi nous avons déménagé d'Anvers à Bruxelles. Je pense du reste que les Wallons ne vont pas lâcher Bruxelles. Les différentes communautés de notre pays sont donc attachées l'une à l'autre. »[\[5\]](#)

Est-ce bien également vrai pour la Wallonie ? Quand il s'est agi de choisir sa capitale, elle n'a pas eu la même audace que la Flandre. Cette asymétrie se justifie aisément. Bruxelles n'est pas une enclave en terre wallonne. Elle est trois fois plus éloignée du centre de la Wallonie que de celui de la Flandre. Et les Bruxellois se considérant comme Wallons sont encore moins nombreux que ceux qui se considèrent comme Flamands. [\[6\]](#) Peut-être la décision de rebaptiser la Communauté française « fédération Wallonie-Bruxelles » doit-elle cependant être interprétée comme la manifestation tardive d'un souci symétrique.

Quoi qu'il en soit, une Wallonie qui se retrouverait seule sans Bruxelles est une Wallonie qui devrait renoncer aux transferts dont elle bénéficie actuellement en provenance de la Flandre et de Bruxelles, soit environ 7,5 % de son PIB si ces transferts sont estimés en fonction du lieu de résidence, environ 13 % s'ils sont estimés en fonction du lieu de travail. Si l'on ajoute à cela les implications de la répartition de la dette publique belge, on peut estimer que la scission de la Belgique entraînerait pour la Wallonie (sans Bruxelles) un coût correspondant à plus 9 % de son PIB dans l'hypothèse la plus favorable, 18 % dans l'hypothèse la plus défavorable. [\[7\]](#) Livrée à elle-même, la Wallonie devrait donc réduire drastiquement ses dépenses publiques pour éviter que sa dette publique n'explode et ne l'entraîne dans une spirale nourrie par des taux d'intérêts prohibitifs. À cet effet direct s'ajouterait encore l'impact indirect sur l'activité économique de la baisse du pouvoir d'achat actuellement alimenté par les transferts. Les raisons de ne pas laisser échapper Bruxelles (et du même coup une Flandre agrippée à Bruxelles) sont donc très différentes pour la Wallonie et pour la Flandre, mais pour l'une comme pour l'autre il est extrêmement difficile d'imaginer une situation où abandonner Bruxelles à l'autre Région pourrait être plus avantageux que la situation présente.

Si aucune des deux Régions ne veut quitter la Belgique sans Bruxelles, l'une d'entre elles pourrait-elle quitter la Belgique *avec* Bruxelles ? La réponse à cette question découle pour partie de la réponse à la précédente. Sans coup de force, la Flandre ne pourrait pas emporter Bruxelles sans l'accord de la Wallonie, qui s'y opposerait, de même que la Wallonie ne pourrait pas s'emparer de Bruxelles sans l'accord de la Flandre, qui le lui refuserait. On pourrait alors songer au referendum unilatéral : la méthode catalane. Mais qui croit que l'on puisse simplement inclure Bruxelles dans la consultation du peuple de Groot-Vlaanderen ou de celui de la Nation francophone, comme Barcelone l'a été dans la

consultation du peuple catalan ? Et si on laisse les Bruxellois, s'exprimer distinctement, le résultat, à ce stade, ne laisse guère de doute. Lorsqu'on les interroge sur leur scénario préféré, ils ne sont que 4 % à souhaiter un rattachement à la Flandre et 4,6 % pour un rattachement à la Wallonie, tandis que 56,7 % se prononcent en faveur d'un statut spécial pour Bruxelles comme Région ou comme capitale européenne.^[8] À tout cela s'ajoute que les institutions et dirigeants européens feraient tout pour décourager l'un ou l'autre de ces scénarios : l'annexion de Bruxelles par la Flandre serait perçue comme la victoire d'un mouvement nationaliste pour lequel l'Union se sentirait tenue de manifester encore moins de sympathie que pour l'indépendantisme catalan ; et l'incorporation de Bruxelles dans une nation francophone n'aurait pas l'heur de plaire à ceux qui redoutent que la capitale de l'Union européenne tombe dans la sphère d'influence d'un des grands États membres.

^[1] Voir par exemple Crols (2008).

^[2] De Wever Bart (2010).

^[3] Voir par exemple Van den Driessche (2008).

^[4] Janssens (2014: 111, tableau 75)

^[5] Delbaere (2012).

^[6] Janssens (2014: 111)

^[7] D'après Decoster et Sas (2017), le transfert net dont profite la Wallonie est de 7 milliards d'euros en fonction du lieu de résidence et de 13,8 milliards en fonction du lieu de travail (chiffres de 2014). La charge annuelle de la dette belge est actuellement d'environ 10 milliards d'euros (avec un taux d'intérêt exceptionnellement bas). Le critère de partage, en cas de séparation, est une question inévitablement controversée (Van Parijs 1994). Selon que la répartition se ferait selon le PIB ou selon la population, la part de la Wallonie serait de 2,3 ou de 3,2 milliards environ. Le coût pour la Wallonie s'établirait donc entre 9,3 et 17 milliards annuellement, soit entre 9,5 et 18 % de son PIB.

^[8] Données du Taalbarometer 3 (2011) non reprises dans Janssens (2013) et communiquées par Rudi Janssens le 24/7/2017.